Syrie : humiliation publique d’un vieux Druze par les djihadistes au pouvoir….

écrit par Jules Ferry | 18 juillet 2025

►Syrie : humiliation publique d’un vieux Druze par les djihadistes au pouvoir…

JPost

Le vieux notable druze est décédé après avoir été humilié publiquement par le groupe rebelle syrien *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS) mardi.

Qu'attendre des barbares du HTS au pouvoir ?

Des sources proches de la victime, Marhej Shahine, 80 ans, ont confirmé sa **mort après la diffusion d'une vidéo virale en ligne le montrant en train de se faire raser la barbe comme tactique d'humiliation par des membres du HTS** à al-Tha'la, la campagne occidentale de Sweida.

La petite-fille de Shahine, la journaliste syrienne Christine Shahine, a écrit sur Facebook : ***« Mon grand-père a été martyrisé !***

« Il a vécu toute sa vie avec dignité, toute sa vie sa maison était ouverte au bien, il nous a élevés dans la bonté… mon grand-père a refusé de quitter sa maison, attendant d'enterrer son petit-fils !

« Mon grand-père n'a vendu ni sa terre, ni sa maison, ni ses enfants… Sa barbe et la douleur dans ses yeux resteront sur votre conscience jusqu'au jour du jugement, vous les traîtres. »

L'auteur saoudien Aimen Dean a publié la vidéo de Shahine humilié et s'adressant au président syrien, au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Défense.

« Si vous voulez que le monde considère la Syrie comme

un État-nation sérieux et souverain, alors apprenez à votre armée à agir comme tel », a-t-il écrit. ***« Raser la barbe et la moustache d'un vieil homme druze de foi – l'humilier ainsi – n'est pas l'acte d'un État civilisé. C'est une honte. »***

« Vous voulez le respect du monde entier ? Commencez par respecter votre propre peuple. Surtout vos aînés issus de minorités. Surtout vos figures religieuses issues de minorités. Pour l'amour de Dieu, agissez comme la nation civilisée que vous prétendez être. »

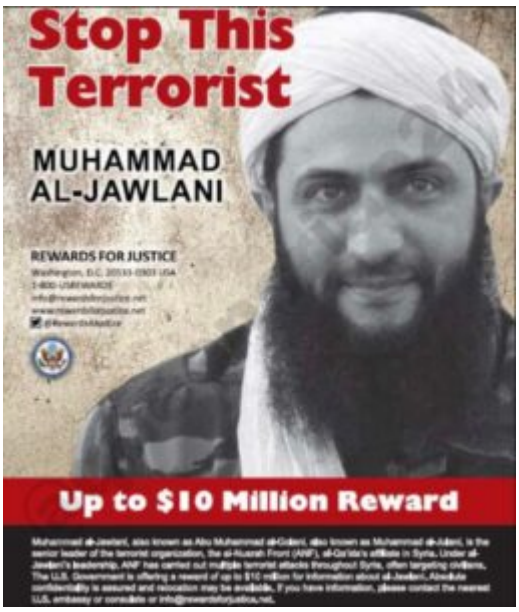
https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2025/07/ssstwitter-com_1752768776322.mp4

.

►Nouvelles atrocités commises par les forces syriennes d'Abu Mohammad al-Joulani aujourd'hui à As-Suwayda.

La vidéo suivante montre les forces du régime syrien, identifiées par des gilets et des étiquettes de « police militaire » – et pas seulement des milices ou des éléments opportunistes – **en train de maltraiter brutalement et d'humilier ethniquement un citoyen druze en lui coupant la moustache**. C'est le régime lui-même qui se livre à ces actes cruels contre son propre peuple.

https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2025/07/ssstwitter-com_1752769497390.mp4
X



►Viol collectif d'une femme catholique : la police pakistanaise bloque la plainte…

Islamabad, capitale du Pakistan, avec sa mosquée Fayçal.

Morning Star News

La police pakistanaise bloque l'enregistrement d'une plainte déposée par une femme catholique violée collectivement par trois musulmans devant sa fille de 3 ans et fait pression sur elle pour qu'elle retire l'affaire.

Sheeza Intikhab, une catholique de 20 ans du village de Chak n° 42, Sangla Hill, district de Nankana Sahib dans la province du Pendjab, a été violée à son domicile par Muhammad Mohsin, Zahid Gujjar et un homme identifié uniquement comme Arsalan le 11 juin alors que son mari était au travail, a-t-elle déclaré.

« Ce qui m'est arrivé a traumatisé mon enfant », confie Intikhab. *« Elle est tombée malade après l'incident, mais même si elle va bien maintenant, elle est devenue très anxieuse et se met à pleurer dès qu'elle ne me voit pas.* ***Je suis une chrétienne pauvre et faible, mais je mérite justice,*** *quel que soit mon statut social. J'appelle la ministre en chef du Pendjab, qui est également une femme, à prendre acte de l'attitude de la police et à punir sans préjugés ceux qui m'ont fait du tort. »*

Intikhab, qui a autorisé la publication de son nom afin d'améliorer ses chances d'obtenir justice, et son mari ont été embauchés par le propriétaire Malik Nadeem en mai pour s'occuper de son élevage, où ils bénéficiaient d'un logement sur place. **Mohsin, un proche de Nadeem, a envoyé son mari travailler dans un autre district le jour de l'agression.**

« J'étais occupée à m'occuper de ma fille lorsque, vers 21 heures, Mohsin et ses deux complices ont fait irruption dans ma chambre et m'ont violée devant mon enfant », a raconté Intikhab au *Morning Star News.* *«*

J’ai pleuré et appelé à l’aide, mais personne n’a pu me sauver. »

Les agresseurs ont ensuite menacé de la tuer, elle et sa famille, si elle parlait à qui que ce soit de l’agression, dit-elle.

« Quand mon mari est rentré plus tard ce soir-là, je lui ai raconté ce qui m’était arrivé pendant son absence », raconte-t-elle. *« Je lui ai aussi dit que* ***les hommes m’avaient prévenue qu’ils nous tueraient tous si nous allions porter plainte****, mais mon mari m’a dit que nous devions porter plainte. »*

L’espoir de justice du couple pauvre a été anéanti lorsqu’ils se sont rendus à la police cette nuit-là avec la mère d’Intikhab.

« Nous avons été choqués lorsqu’au lieu de déposer notre plainte, le responsable du commissariat, le sous-inspecteur Kamran Shahzad, a commencé à nous insulter et à refuser notre demande ».

« Nous l’avons imploré pour que justice soit faite, mais il a ordonné à un agent de police de nous pousser hors du commissariat. Lorsque nous avons protesté contre cette attitude, l’agent nommée Irum m’a giflée à plusieurs reprises et nous a forcées à sortir du bâtiment. »

Le lendemain, elle et son mari étaient chez ses parents lorsque Shahzad est arrivé et les a forcés, ainsi que leur fille, à l’accompagner au poste de police.

« À notre arrivée au poste, Shahzad m’a demandé de poser ma main sur la tête de ma fille et de jurer que mes accusations contre les trois musulmans étaient fondées », a-t-elle raconté. *« Après avoir obéi, Shahzad m’a envoyée à l’hôpital avec une policière pour un examen*

médico-légal. Cependant, le personnel nous a renvoyées, prétextant qu'aucun médecin n'était disponible pour effectuer mon examen. »

La police leur a dit de rentrer chez eux et d'attendre leur appel. **Neuf jours plus tard, ils n'avaient toujours pas eu de nouvelles de la police.**

Le 21 juin, Intikhab, son mari et sa mère sont retournés au poste de police pour donner suite à leur plainte. Pendant qu'ils attendaient, raconte-t-elle, Shahzad est sorti de son bureau et leur a demandé la raison de leur visite.

« Quand nous lui avons annoncé notre intention de déposer une plainte, il est redevenu très impoli et s'est mis à nous insulter », dit-t-elle. *« Quand mon mari lui a dit que nous ne partirions pas tant que la plainte n'aurait pas été enregistrée, Shahzad a finalement cédé et a demandé à l'agent de permanence d'accepter notre demande. »*

La police a ensuite formé une équipe de raid et arrêté Mohsin, a-t-elle déclaré, ajoutant qu'une plainte a été enregistrée un jour plus tard, le 22 juin, et que les deux autres suspects ont été arrêtés le même jour.

« Après les arrestations, la police m'a emmenée à l'hôpital pour un examen médical, mais une fois sur place, un agent nommé Sikandar a commencé à faire pression sur moi pour que j'abandonne l'affaire », a-t-elle raconté. ***« Il m'a dit : « Prenez 150 000 roupies pakistanaises [530 dollars américains] et oubliez cet incident. » »***

Bien que les trois suspects soient apparemment en garde à vue, leur arrestation n'a pas encore été officiellement enregistrée dans le registre officiel, a déclaré Safdar Chaudhry, président du ministère

pakistanais de Raah-e-Nijaat et membre de la *Commission pakistanaise des droits de l'homme* (HRCP). Le groupe de Chaudhry est intervenu dans l'affaire lorsque des pasteurs locaux l'ont informé de la situation critique de la famille.

« Le cas de Sheeza amplifie les obstacles à l'accès à la justice pour les personnes appartenant à des communautés vulnérables et marginalisées, en particulier les familles chrétiennes pauvres », regrette Chaudhry.

La réticence de la police à poursuivre les suspects a confirmé l'affirmation de la famille selon laquelle les agresseurs avaient influencé les policiers avec de l'argent et des contacts politiques.

« Il ne fait aucun doute que les accusés sont très influents, ce qui explique l'absence de mesures sévères de la police à leur encontre », selon Chaudhry. *« Nous avons engagé un avocat chrétien local au nom de la famille de la victime pour porter l'affaire devant les tribunaux.* ***Il est honteux qu'au lieu de protéger la victime, la police locale ait tenté de protéger l'accusé. »***

Alors que la justice reste encore lointaine, elle et son mari étaient déterminés à porter l'affaire devant les tribunaux malgré les menaces et les pressions pour retirer la plainte.

Le Pakistan, dont la population est musulmane à plus de 96 %, se classe huitième sur la liste mondiale 2025 d'Open Doors des endroits où il est le plus difficile d'être chrétien.

►Souvenons-nous…

Le 18 juillet 1994 : Buenos Aires, Argentine.
Un centre social juif est dynamité par un kamikaze fedayin : 85 morts

France 24